

Mise en place du Forfait Mobilités Durables

Référence réglementaire :

Décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat

Conditions d'application :

Le « forfait mobilités durables » s'applique aux déplacements domicile-travail effectués à vélo ou en covoiturage depuis le 11 mai 2020. Tous les personnels de l'Etat sont concernés.

Bénéfice et montant du forfait mobilités durables :

Il indemnise l'utilisation, au moins 100 jours par an, du vélo ou du covoiturage (tant en passager que conducteur) pour effectuer les déplacements domicile-travail. Au cours d'une même année, l'agent peut alternativement utiliser le vélo ou le covoiturage pour atteindre le nombre minimal de jours d'utilisation. Ce seuil est modulé selon la quotité de temps de travail de l'agent.

Le nombre minimal de jours et le montant du forfait sont modulés à proportion de la durée de l'agent si :

- L'agent a été recruté au cours de l'année ;
- L'agent est radié des cadres au cours de l'année ;
- L'agent a été placé dans une position autre que la position d'activité pendant une partie de l'année.

Le forfait annuel est de 200€.

Ce forfait n'est pas cumulable avec la prise en charge mensuelle des frais d'abonnement de transport public ou de service public de location de vélo.

Demande du bénéfice du forfait mobilités durables :

Le bénéfice du forfait est subordonné au dépôt d'une déclaration établie par l'agent auprès de son employeur au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le forfait est versé.

Le demandeur devra fournir une attestation sur l'honneur pour justifier l'utilisation du vélo. En cas de doute manifeste, l'employeur peut demander à l'agent de produire tout justificatif utile à sa demande (ex. : factures d'achat, d'assurance ou d'entretien).

L'utilisation du covoiturage fait l'objet d'un contrôle. Les justificatifs à fournir peuvent être :

- Un relevé de facture (si passager) ou de paiement (si conducteur) d'une plateforme de covoiturage ;
- Une attestation sur l'honneur du covoitureur en cas de covoiturage effectué en dehors des plateformes professionnelles ;
- Une attestation issue du registre de preuve de covoiturage.